

## **MARCHE DE TRAVAUX**



**Pouvoir adjudicateur  
PARC NATIONAL DU MERCANTOUR  
23 rue d'Italie – CS 51316  
06006 NICE CEDEX 1**

### **Objet du marché :**

**RÉALISATION D'UN AMÉNAGEMENT SCÉNOGRAPHIQUE SCULPTURAL  
« CHÊNE PUBESCENT » POUR LA MAISON DU PARC NATIONAL DU  
MERCANTOUR À VALBERG**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **SOMMAIRE**

### **ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 1.1 - OBJET DU MARCHÉ
- 1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS
- 1.3 – FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
- 1.4 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC
- 1.5 – DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC

### **ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATIONS DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

- 3.1 – MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX
- 3.2 – CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS
- 3.3 – VARIATION DANS LES PRIX
- 3.4 – PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS
- 3.5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

### **ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS**

- 4.1– DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS
- 4.2– PÉNALITÉS POUR RETARD

### **ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT**

- 5.1– Avance
- 5.2– Cession et nantissement de créances
- 5.3 – Retenue de garantie

### **ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

- 6.1– PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS
- 6.2– MISE A DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT
- 6.3– CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATION, ESSAIS ET ÉPREUVES DES  
MATÉRIAUX ET PRODUITS

### **ARTICLE 7: PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

- 7.1– PRÉPARATION DES TRAVAUX – INSTALLATION DE CHANTIERS
- 7.2– MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU  
TRAVAIL – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

- 7.3– COORDINATION DES TRAVAUX
- 7.4– SIGNALISATION DES CHANTIERS
- 7.5– EXPLOSIFS ET PRODUITS DANGEREUX
- 7.6– PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIERS
- 7.7– APPLICATION DE RÉGLEMENTATION SPÉCIFIQUE
- 7.8– USAGE DES VOIES DE CIRCULATION
- 7.9– TRAVAUX NON PRÉVUS – AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX
- 7.10– PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

#### **ARTICLE 8 : RÉCEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIE**

- 8.1– RÉCEPTION
- 8.2– DÉLAI DE GARANTIE

#### **ARTICLE 9 : CESSIION DU MARCHÉ PUBLIC**

#### **ARTICLE 10 : RÉSILIATION DU MARCHÉ-DIFFÉRENDS ET LITIGES**

- 10.1- RÉSILIATION DU MARCHÉ.....
- 10.2– PROCÉDURE CONTENTIEUSE.....

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

### **RÉALISATION D'UN AMÉNAGEMENT SCÉNOGRAPHIQUE SCULPTURAL « CHÊNE PUBESCENT » POUR LA MAISON DU PARC NATIONAL DU MERCANTOUR À VALBERG**

Maître d'ouvrage :  
Établissement public du Parc national du  
Mercantour : Siège : 23 rue Italie – CS51316 –  
06006 Nice Cedex 01

Maître d'œuvre :  
Baptiste Viala Studio  
145 avenue des Chartreux, 13004 Marseille  
[Bapt.viala@gmail.com](mailto:Bapt.viala@gmail.com)

### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Marché non alloti

### 1.3 – Forme et procédure de passation du marché

Le présent marché de fournitures est un marché à prix unitaire. Il est passé selon une procédure adaptée, en application des articles RL 2123-1 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

### 1.4 – Modifications du marché public

Le présent marché pourra être modifié en cours d'exécution dans les conditions énoncées aux articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

### 1.5 – Durée du marché public

Le présent marché est conclu pour une durée de 11 mois, qui courent à compter de la date de notification du marché. Toutefois, le Parc national du Mercantour n'ayant pas la responsabilité du chantier de ce bâtiment, il n'est pas en mesure de garantir sa date de réception.

En répondant à ce marché l'entreprise accepte les décalages de planning éventuels qui résulteraient d'une réception reportée du bâtiment par le Département des Alpes-Maritimes sans que cela n'engendre de supplément au prix forfaitaire.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A) Pièces particulières:

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, notamment la lettre de candidature si le titulaire est un groupement d'entreprises;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Les cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
- le mémoire technique
- La DPGF
- Le planning prévisionnel

### B) Pièces générales

Les documents suivants sont réputés connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 23 mars 2014
- le cahier des clauses techniques générales ( C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux

## Article 3 : Prix et mode d'évaluation des prestations - Variations dans les prix - Règlement des comptes

### 3.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils comprennent toutes dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, frais d'assurance, impôts et taxes, marge pour risques et bénéfices ainsi que toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

A l'exception des seules sujétions explicitement mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux et de nature de sol ou s'exécutent les travaux et plus particulièrement que ces sujétions résultent :

- des phénomènes naturels
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause
- des conditions d'accès aux différents site pouvant entraîner les communes à restreindre, voire à interdire partiellement ou en totalité les travaux ou les accès à ces travaux durant cette période
- de l'altitude des chantiers à réaliser.

Les opérateurs économiques peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux.

Les prix s'entendent pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.

Ils comprennent toutes les taxes fiscales et les frais de prorata.

### 3.2 - Variation dans les prix

En application de l'article R 2112-7 et s. du Code de la Commande Publique, les prix sont fermes et non actualisables, pour toute la durée d'exécution du marché public.

### 3.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur sont demandés par le candidat au moment du dépôt de l'offre ou par le titulaire après la notification du marché dans les conditions énoncées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

L'acte d'engagement ou ses annexes indique(nt) ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants ou au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 3.4 - Modalités de règlement des comptes

Le Parc national du Mercantour se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire dont les coordonnées bancaires figurent à l'acte d'engagement du marché.

Conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai ouvert au Parc national du Mercantour pour procéder au paiement des sommes dues est de 30 jours au plus à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution complète des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

En cas de litige de facturation, le délai de paiement sera suspendu par une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Conformément aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du Code de la commande publique :

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande au pouvoir adjudicateur et y joindre les justificatifs nécessaires.

Les prestations seront facturées au terme de la réalisation de chaque bon de commande. Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- les références et la date de notification du marché public ;
- les références du ou des bon(s) de commande (date et numéro) ;
- les montants HT et TTC de la facture ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identité bancaire du titulaire.

En application des dispositions relatives à la facturation électronique, les demandes de paiement sont transmises sous forme dématérialisée au moyen de la solution dénommée «Chorus Pro», accessible à l'adresse suivante pour les fournisseurs des entités publiques : <https://chorus-pro.gouv.fr>. A cette fin, le titulaire utilisera le numéro SIRET du Parc national du Mercantour et le numéro d'engagement qui figureront sur les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

**Toute facture adressée par voie postale (format papier) ou par transmission courriel (format scanné ou pdf natif) sera systématiquement rejetée.**

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent CCAP seront déduites du montant TTC de la facture ou feront l'objet d'une demande de reversement.

En cas de changement de domiciliation bancaire du titulaire, celui-ci transmettra au Parc national du Mercantour un exemplaire de son nouveau relevé d'identité bancaire.

## **Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités**

### 4.1- Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations correspond au délai entre la notification du marché et la réception sans réserves des travaux commandés à l'adresse souhaitée par le pouvoir adjudicateur.

Il est fixé à 6 mois à compter de la notification du marché.

### 4.2 - Pénalités pour retard

Les pénalités, réfaction et autres dispositions à caractère coercitif prévues au présent marché peuvent s'appliquer à tout ou partie des sommes dues au titre du marché. Elles sont immédiatement exigibles et peuvent à cet égard être déduites à tout moment des montants à payer.

### Exécution des travaux

Les dispositions suivantes peuvent être appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au délai d'exécution mentionné dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G, la pénalité journalière est fixée à 1 pour mille par jour calendaire de retard.

Si des retards devaient être constatés dans la mise à disposition des prestations extérieures à l'opérateur économique et relevant des obligations du Pouvoir Adjudicateur vis à vis de ce présent marché, l'opérateur économique justifiera que ces éventuels retards ont des conséquences sur son

délai d'exécution et avertira par écrit le Pouvoir Adjudicateur sans retard pour lui demander la modification de la date d'achèvement des travaux.

L'absence d'une telle demande vaut acceptation sans réserve de la date contractuelle prévue au bon de commande.

#### Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement final des installations de chantier et la remise en état des emplacements occupés par le chantier étant compris dans le délai d'exécution des travaux, un retard dans ces opérations sera soumis à la même pénalité que celle mentionnée ci-dessus.

#### Absence aux réunions de chantier

L'absence du titulaire du marché aux réunions de chantier sera susceptible d'entraîner l'application d'une pénalité de 100 € TTC pour chaque absence injustifiée. Une absence est considérée comme justifiée quand le titulaire du marché est absent pour cause de force majeure ou lorsqu'il a prévenu de son absence avec un préavis de 48 heures minimum.

Il pourra se faire représenter aux réunions de chantier s'il prévient en ce sens le maître d'ouvrage avec un préavis de 48 heures minimum.

### **Article 5 : Clauses de financement**

#### 5.1 – Avance

L'avance est versée, sauf renonciation du titulaire, dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

#### 5.2– Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-46 et s. du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-59 et s. du Code de la commande publique est désignée à l'acte d'engagement.

#### 5.3 –Retenue de garantie

En garantie des obligations du marché, il sera appliqué une retenue prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions et limites des articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique. Le montant de la retenue de garantie sera de **5 %** du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

La retenue sera pleinement restituée à l'entrepreneur à l'expiration d'un délai de garantie fixé à un an à compter de la date de réception conformément à l'article 41 du CCAG.

En remplacement de cette retenue de garantie, le titulaire du marché a la possibilité de constituer une garantie à 1ère demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique, ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles précités.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.



## **Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

### 6.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas déjà fixé par les pièces constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### 6.2 Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt

Soumise à avis et décision du maître d'œuvre

## **Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux**

### **7.1 Préparation des travaux – Installation de chantier**

Une période d'1 mois de préparation de chantier est prévue.

### **7.2 Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

L'article 6 du CCAG Travaux sera appliqué pour la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et notamment les alinéas suivants :

- les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.
- le titulaire avise ses sous-traitants que ces dispositions le sont également applicables. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur et d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier mis à disposition du représentant du pouvoir adjudicateur.\*

### **7.3 Coordination des travaux**

Le Parc national du Mercantour est chargé des tâches de coordination des marchés concourant à la réalisation des chantiers.

### **7.4 Signalisation des chantiers**

Selon stipulations du CCTP

### **7.5 Explosifs et produits dangereux**

En coordination étroite avec le CSPS, le titulaire prend sous sa responsabilité toutes les précautions nécessaires pour que l'emploi des explosifs ne présente aucun danger pour tout le personnel et pour les tiers et ne cause aucun dommage aux propriétés et ouvrages voisins ainsi qu'aux ouvrages faisant l'objet du marché.

Le CCTP contient l'ensemble des prescriptions pour assurer la mise en œuvre des postes relatifs à l'emploi d'explosifs et produits dangereux.

### **7.6 Protection de l'environnement – Gestion des déchets de chantiers**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

A cet effet le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les deux parties.

En matière de gestion des déchets de chantier, le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Les véhicules et engins de chantier de l'opérateur économique et de ses sous-traitants doivent être facilement identifiables. Leur entretien sur place doit se faire sans rejet de produits préjudiciables à l'environnement.

Les déchets issus des travaux (plastiques, emballages, câbles, ferrailage...) devront être soigneusement ramassés et évacués chaque jour. En aucun cas ceux-ci ne devront être enterrés à l'occasion de l'exécution des travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi le titulaire remet au Parc national du Mercantour, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG, lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés, peuvent, à l'expiration d'un délai de 10 jours après la mise en demeure, être transporté d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans un des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Il appartiendra à l'opérateur économique de se renseigner auprès des diverses autorités compétentes des prescriptions applicables en matière de protection du site, de risques naturels potentiels ou de pollution, les sujétions étant réputées incluses dans les prix et les délais.

Enfin, le CCTP contient les prescriptions complémentaires pour assurer la gestion des déchets

#### 7.7 – Application de réglementation spécifique

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation spécifique de la zone cœur du Parc national du Mercantour.

#### 7.8 – Usage des voies de circulation

Par dérogation à l'article 34-1 du CCAG Travaux, la remise en état des voies publiques dégradées par des transports ou des circulations d'engins nécessaires à la réalisation de l'ouvrage est entièrement à la charge de l'entrepreneur en cause, ainsi que la réparation des dommages éventuels causés à l'ouvrage objet des travaux.

Cette clause est également applicable pour l'usage des voies privées sous réserve de l'accord de circulation sollicitée par le titulaire du marché auprès du propriétaire pour les voies fermées à la circulation.

#### 7.9 – Travaux non prévus – Augmentation du montant des travaux

La poursuite de l'exécution des prestations en cas d'augmentation du montant des travaux est subordonnée au respect des conditions énoncées à l'article 15 du CCAG Travaux.

#### 7.10 – Propriété industrielle ou commerciale

Du seul fait de la signature du marché, l'opérateur économique garantit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessin et modèles, marques de fabrique ou de commerce employées pour l'exécution du marché.

Il appartient à l'opérateur économique d'obtenir le cas échéant, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

### **Article 8 : Réception des travaux et garantie**

#### 8.1 – Réception

Il sera fait application des dispositions de l'article 2.21 du CCTP.

#### 8.2 – Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement définie par l'article 44 du CCAG Travaux.

### **Article 9: Cession du marché public**

Le présent marché ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du Parc national du Mercantour.

### **Article 10 : Résiliation du marché - Différends et litiges**

#### 10.1 - Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45 à 48 du C.C.A.G - Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 du C.C.A.G – Travaux.

10.2 - Procédure contentieuse

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif est seul compétent.

Tribunal Administratif de Nice  
18 avenue des Fleurs  
CS 61039  
06050 Nice Cedex 1

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).